

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 19 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Conséquences de la crise sanitaire
Reprise des activités des structures d'accueil
Covid-19 : garantie de l'État

p. 651
p. 655
p. 665

Sommaire des séances publiques n°s 42 à 44
Sommaire des questions parlementaires

p. 687
p. Q409

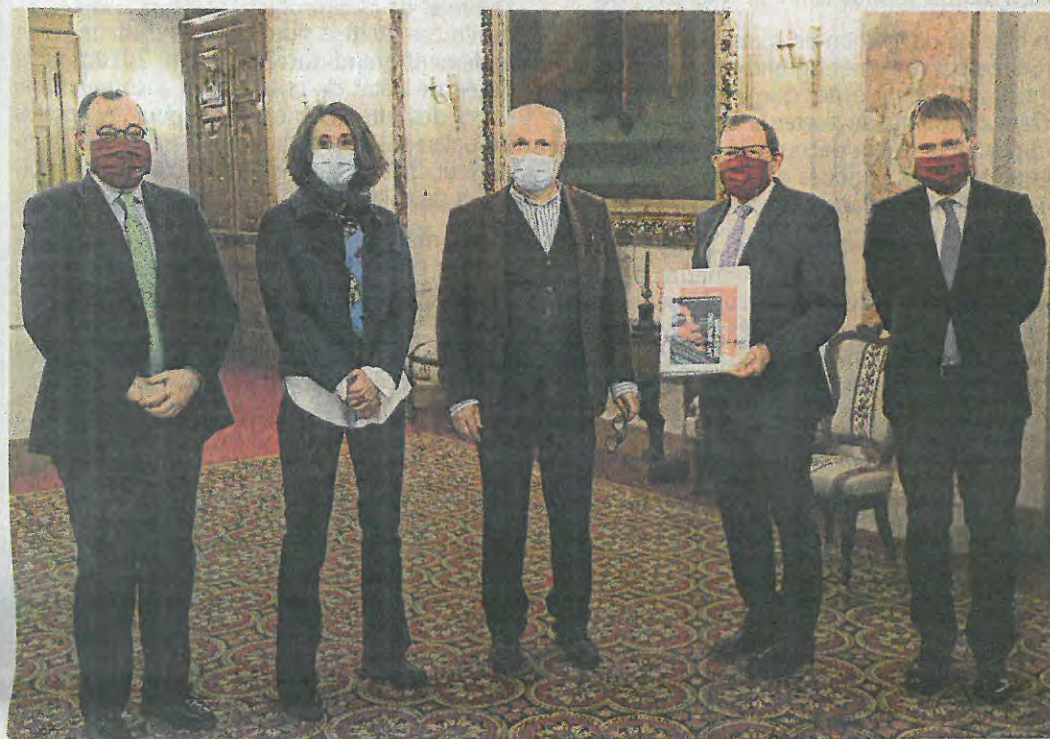
42^e séance
43^e séance
44^e séance

Mardi 16 juin 2020
Mercredi 17 juin 2020
Jeudi 18 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Remise du rapport OKaJu 2020: Bilan d'un mandat de 8 ans



Accompagné de Mme Françoise Gillen (2^e de gauche), M. René Schlechter (au milieu) a remis son 8^e rapport à M. Fernand Etgen, Président de la Chambre (2^e de droite) en présence du Secrétaire général, M. Laurent Scheeck (à droite) et du Secrétaire général adjoint, M. Benoît Reiter (à gauche).

Depuis 1954, la Journée mondiale de l'enfance du 20 novembre vise à promouvoir les droits fondamentaux des enfants. Le 19 novembre 2020, à la veille de cette journée internationale, l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu), M. René Schlechter, a remis son 8^e rapport sous le titre « Bilan

d'un mandat de 8 ans » au Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen. Celui-ci a félicité M. Schlechter pour son engagement tout au long des années.

« Un de vos points forts est le fait que vous étiez toujours à l'écoute des gens et notamment des enfants et des jeunes. Votre travail

n'a pas été marqué par un formalisme exagéré, mais vous avez agi avec tact », a souligné M. Fernand Etgen. Il a annoncé que le rapport va être transmis aux commissions parlementaires respectives, à savoir la Commission de la Justice ainsi que celles de l'Éducation, de la Santé et de la Famille.

Le Président de la Chambre s'est également renseigné sur le travail de l'Ombudsman en temps de crise. M. René Schlechter a expliqué que la crise sanitaire n'a pas eu d'impact primordial sur le travail de l'institution, dont il assure la présidence depuis décembre 2012. Actuellement des entretiens ont lieu au niveau de la Conférence des Présidents pour désigner un successeur pour M. Schlechter qui prendra sa retraite à la fin de l'année.

Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En tout, 18 rapports ont été rédigés et publiés depuis 2003 par l'institution qui veille aux droits des enfants au Luxembourg. Les thèmes abordés représentent la panoplie de défis auxquels les enfants doivent faire face : la santé mentale, le manque de prise de parole, les enjeux auxquels sont confrontés les mineurs non accompagnés, etc.

C'est pourquoi l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher a profité de l'occasion pour publier en 2020 un rapport rétrospectif qui a comme fil rouge l'intérêt supérieur de l'enfant. Quelles recommandations ont eu des suites sur le terrain ? Comment la situation des enfants a-t-elle changé ?

En effet, des observations formulées par l'institution ont mené à une amélioration de la situation, par exemple pour les enfants venus en

tant que mineurs non accompagnés au Luxembourg.

Une institution rattachée à la Chambre des Députés

Le 1^{er} avril 2020 a marqué un changement pour l'institution : c'est à partir de cette date que l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK) est devenu l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) grâce à un nouveau cadre légal. Depuis quelques semaines, l'OKaJu a pris son siège au numéro 65 route d'Arlon à Luxembourg. C'est aussi par la loi du 1^{er} avril 2020 que l'institution a été rattachée à la Chambre des Députés, garant de son indépendance et de sa neutralité.

L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher veille au respect de la Convention relative aux droits de l'enfant datant de 1989 et veut la faire connaître au Luxembourg.

De par son nouveau cadre légal, l'OKaJu a plus de visibilité et espère pouvoir davantage sensibiliser le grand public et les acteurs du terrain. En outre, ses missions pourront se développer à l'avenir, par exemple en émettant des avis sur des projets de loi qui ne concernent pas à première vue les enfants, mais qui auront par leur application un impact sur les droits des enfants.

Actuellement, des débats sur la modernisation et les défis dans le cadre de la fiscalité, le financement de projets d'infrastructure ainsi que le plan de développement culturel KEP 1.0 sont en préparation. Les députés interpellent le Gouvernement sur le thème du suicide en décembre et sur la politique d'intégration en janvier 2021.